Chambre des Représentans.

SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE 1834.

EXPOSÉ DES MOTIFS *accompagnant le projet de loi relatif
au traitement des auditeurs militaires.*

MESSIEURS ,

La loi du 19 février 1834 ; qui fixe le traitement des auditeurs militaires , n'a de force obligatoire que jusqu'au 1^{er} janvier 1835 : il devient donc nécessaire de la proroger.

Le désir de voir la justice militaire organisée par une loi générale a déterminé la Chambre à ne donner à la loi du 19 février qu'un effet transitoire. Le travail de la commission nommée pour la révision des codes militaires est assez avancé pour que le Gouvernement soit à même de présenter un projet de loi sur cette matière dans le courant de la présente session. Si cette loi est votée avant la fin de la session , le traitement des auditeurs se trouvera réglé définitivement , et la loi actuelle cessera d'être obligatoire. Mais il est à craindre que la Chambre, surchargée par d'autres travaux importants, ne puisse discuter la loi sur la justice militaire : si donc on prorogeait seulement d'une année la loi du 19 février 1834 , il faudrait de nouveau présenter un projet de loi à la fin de l'année prochaine.

Pour ne pas embarrasser la Chambre de travaux inutiles , j'ai l'honneur de proposer un projet de loi qui tend à proroger indéfiniment celle du 19 février dernier.

Bruxelles, le 6 décembre 1834.

Le Ministre de la Justice ,

ERNST.

PROJET DE LOI.

Leopold,

Roi des Belges,

À tous présents et à venir, Salut :

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter aux Chambres, en Notre Nom, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les traitemens des auditeurs militaires et adjoints restent fixés au taux établi par la loi du 19 février 1834, jusqu'à ce qu'il y soit pourvu définitivement par la loi organique sur la justice militaire.

Bruxelles, le 6 décembre 1834.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

ERNST.